

RAPIDE EXPOSE DU PARCOURS PROFESSIONNEL ET UNIVERSITAIRE :

- **Depuis le 1^{er} septembre 2013** : Maître de conférences à l'Université de Toulon
- **Septembre 2007- Septembre 2013** : Maître de conférences à l'Université de Perpignan Via Domitia
- **Mars 2006** : Qualification à la Maîtrise de Conférences par le Conseil National des Universités
- **Décembre 2005** : Doctorat de Droit privé
Titre de la thèse : *La notion de confusion des patrimoines, cause d'extension des procédures collectives*
Directeur de thèse : M. le Professeur Ph. Pétel
Soutenance le 8 décembre 2005 à la Faculté de droit de Montpellier
Mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité. Le jury a, en outre, proposé la thèse pour le prix de thèse et pour une subvention en vue de sa publication
Publication aux éditions Litec, Bibliothèque droit de l'entreprise (parue en décembre 2006). L'ouvrage est préfacé par M. le Professeur Ph. Pétel et a bénéficié d'un soutien financier du Conseil National des Administrateurs Judiciaires et Mandataires Judiciaires.

Ouvrage récompensé par le **prix Cyrille BIALKIEWICZ** pour le droit des entreprises en difficulté : **1^{er} prix** remis à Paris le 8 avril 2010.
- **1999 à 2007** : - Chargé d'enseignements auprès des facultés de droit de Montpellier et de Nîmes
- Avocat au Barreau de Montpellier (**omission du barreau depuis 2005**)
- **Avant 1999** : Ensemble du parcours Universitaire effectué auprès de la Faculté de droit de Montpellier. Parcours achevé par l'obtention d'un DEA de Droit privé fondamental sous la direction du Professeur Christian Mouly et la réussite à l'examen d'entrée au centre de formation professionnelle des Avocats.

PRINCIPALES EXPERIENCES EN MATIERE D'ENSEIGNEMENT, DE FORMATION, D'ENCADREMENT

- **Principales expériences en matière d'enseignements universitaires :**
 - Les droits réels, niveau licence professionnelle, Université de Toulon
 - Procédures collectives et sûretés, niveau Master 2, Université de Perpignan (IEJ) et de Toulon (DUEJ)
 - Les baux commerciaux, niveau licence professionnelle, Université de Toulon
 - Obligations et responsabilité civiles du banquier, niveau Master 2, Université de Toulon
 - L'immeuble, le banquier et les procédures collectives, Niveau Master 2, Université de Toulon
 - Procédures collectives, niveau Licence 3, Université Aix-Marseille
 - Droit bancaire, niveau Master 1, Université de Montpellier et Université de Nîmes
 - Procédures collectives, niveau Master 1, Université de Montpellier et Université de Nîmes
 - Droit commercial et des affaires, niveau Master 2, Université de Perpignan (IEJ)
 - Droit des affaires, Niveau Licence 2, Université de Perpignan
 - Note de synthèse, niveau Master 2, Université de Perpignan (IEJ) et Université de Toulon
 - Droit pénal, niveau licence 2 et licence 3, Université de Perpignan et Université de Toulon
 - Droit processuel, niveau licence 3, Université de Perpignan, Antenne Narbonne
 - Droit pénal, Niveau capacité 2^e année, Université de Perpignan, Antenne Narbonne
 - Méthodologie du mémoire, niveau Master 2, Université de Perpignan
 - Crédits de mobilisation à court terme, niveau Master 2, Université de Montpellier

- Les extensions de procédures collectives, niveau Master 2, Université Paris 1
- Droit civil et méthodologie, niveau Licence 1, Université de Montpellier
- **Principales interventions et principales expériences en matière de formation :**
 - « Le financement pour tenir compte d'une situation de confusion des patrimoines » in « Le financement des entreprises en difficulté », Colloque Aix en Provence (20 novembre 2015)
 - « Liquidation, redressement et sauvegarde : réformes et nouvelles pratiques », Formation continue des avocats, Lexis Nexis, Marseille, le 16 octobre 2015
 - « Actualité du cautionnement et du droit des entreprises en difficulté », Formation continue des avocats, Gap, 30 septembre 2015
 - « L'huissier de justice, le garant et le coobligé », in « L'huissier de justice : un rôle actif au sein des procédures collectives », Colloque institut de l'Ecole nationale de procédure, Paris (22 septembre 2015)
 - « Les procédures collectives », ENM Paris, formation continue des magistrats du siège, (14 septembre 2015)
 - « Actualité et aspects techniques des procédures de traitement des difficultés des entreprises », Formation des personnels de greffes des tribunaux de commerce, Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, (juin 2015)
 - « L'ouverture et les conversions de procédures collectives – le contentieux de la déclaration de créances – la procédure de vérification des créances – Les nullités de la période suspecte - le sort des propriétaires et des cocontractants dans le cadre des procédures collectives », Formation continue des avocats, ELEGIA, Paris (25 juin 2015)
 - « L'attraction du patrimoine de l'associé par la confusion des patrimoines », in « Le patrimoine de la personne physique à l'épreuve des procédures collectives, quels nouveaux enjeux ? », Colloque Montpellier 29 mai 2015
 - « Réglementation du traitement des difficultés d'entreprises et maintien du crédit bancaire : la recherche d'un équilibre », in « la banque dans tous ses (E)tats, Intermédiation et croissance, Regards croisés France, Belgique, Italie, Maros, Sénégal, Colloque Toulon 22 avril 2015
 - « Les contentieux bancaires dans le cadre des procédures collectives », ENM Paris, formation continue des magistrats et juges consulaires (2 avril 2015)
 - « Actualité de la déclaration et de la vérification des créances », ENM, Paris, Cour de cassation, formation continue des magistrats et juges consulaires (26 mars 2015)
 - « Initiation aux procédures de traitement des difficultés des entreprises », Formation des personnels des greffes des tribunaux de commerce, Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, (septembre à décembre 2014)
 - « Pratique approfondie des procédures de traitement des difficultés des entreprises », Formation des personnels des greffes des tribunaux de commerce, Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, (septembre à décembre 2014)
 - « Un nouveau droit des entreprises en difficulté », ENM Marseille, Formation continue des juges consulaires et magistrats, direction de la session (7 octobre 2014)
 - « Les procédures collectives », ENM Paris, formation continue des magistrats du siège, (17 septembre 2014)
 - « Actualité des procédures collectives », Formation continue des Avocats, Gap, 17 avril 2014
 - « La réforme des procédures collectives », IFPPC, Marseille, avril 2014
 - « Le rôle du greffe dans les procédures collectives », ELEGIA, Formation des personnels de greffes, Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, (octobre 2013 à mars 2014)
 - « Le contentieux bancaire des procédures collectives », ENM Paris, formation continue des magistrats et juges consulaires, (octobre 2013)
 - « Les procédures collectives », ENM Paris, formation continue des magistrats du siège, (septembre 2013)
 - « Le contentieux de la responsabilité du banquier et de la responsabilité des associés des groupes de sociétés, dans le contexte de l'insolvabilité – le contentieux de la déclaration de créances, le sort des propriétaires et le sort du bail commercial dans les procédures collectives », Formation continue des avocats, ELEGIA, Paris (juin 2013)
 - « Le contentieux de la déclaration de créance », ENM Paris, Cour de cassation, formation continue des magistrats et juges consulaires (mars 2013)
 - « Le cautionnement dans le cadre du traitement des entreprises en difficulté », ENM, Paris, formation continue des magistrats et juges consulaires (avril 2012)
 - « Le bordereau de cession de créances professionnelles (Daily) : actualité et confrontation à la défaillance d'entreprises », ENM, Paris, formation continue des magistrats et juges consulaires (septembre 2011)
 - « Neutralisation du statut de l'EIRL en procédure collective », Colloque Montpellier (mai 2011)
 - « L'extension de procédure collective », ENM, Paris, formation continue des magistrats et juges consulaires (mars 2011)
 - « Aspects fondamentaux et procéduraux du droit des entreprises en difficulté », élèves avocats, Ecole de formation centre sud (30 h de formation annuelle dispensée depuis 2002)
 - « Le cautionnement dans les procédures collectives », Formation continue Avocats au barreau de Toulouse (janvier 2010)
 - « L'ouverture de la procédure collective », Formation continue Avocats au Barreau de Perpignan (mars 2010)
 - « Les créances dans les procédures collectives », formations continue Agents URSSAF de l'Hérault (2002)

- **Principales expériences en matière d'encadrement de travaux de recherche :**
 - Co-direction de thèse en cours à l'Université de Toulon. Doctorant : M. Ackue Mickala. Sujet : « *La situation des cautions dans les procédures collectives au regard de la règle de l'accessoire : étude comparative du droit OHADA et du droit français* »
 - Direction de mémoire de Master II Droit bancaire sur le thème « le bordereau de cession de créances professionnelles dans les procédures collectives », Montpellier 2012
 - Direction de rapport de recherche de Master II sur le thème *Droit comparé du droit de la concurrence, France/Chili*, Perpignan, juin 2010
 - Direction de rapport de recherche de Master II sur le thème *Droit comparé du droit de la concurrence, France/Canada*, Perpignan, juin 2010
 - Direction de mémoire de Master I sur le thème des *Droits et obligations du conjoint d'un débiteur soumis à une procédure collective*, Nîmes, 2007

- **Organisation de colloque :** Organisation du colloque « *EIRL et actualités de la loi de sauvegarde des entreprises* », sous la direction scientifique des Professeurs Ph. Pétel et F. Pérochon, Montpellier, 27 mai 2011

- **Membre du jury d'examen national des administrateurs et mandataires judiciaires, nommée par la chancellerie à cette fonction depuis 2009.** Second mandat en cours.

PRINCIPAUX TRAVAUX DE RECHERCHE

- **Thèse de Droit privé :** *La notion de confusion des patrimoines, cause d'extension des procédures collectives*, soutenue le 8 décembre 2005 à la faculté de droit de Montpellier, publiée en décembre 2006.

Publication aux éditions Litec, Bibliothèque droit de l'entreprise, préface de M. le Professeur Ph. Pétel. La publication de l'ouvrage a bénéficié du soutien financier du Conseil national des administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires.

Ce travail de recherche a été **récompensé par le prix Cyrille BIALKIEWICZ** pour le droit des entreprises en difficulté 2009 : **1^{er} prix attribué par le jury le 15 décembre 2009, remis à Paris le 8 avril 2010**

• Principales autres Publications

- Ouvrages et contributions

- **Ouvrage « Droit des sûretés et procédures collectives »**, éditions Litec, Lexis Nexis, Rédaction en cours, à paraître en 2016
- **Ouvrage « 360° droit des entreprises en difficulté »**, éditions Litec. Rédaction du thème « sûretés personnelles et entreprises en difficulté », sous la direction du Professeur Roussel Galle, Lexis Nexis juin 2012
- **Ouvrage « Droit et pratique des baux commerciaux »**, éditions Dalloz, coll. Dalloz-Action. Rédaction de la partie relative aux baux commerciaux dans les procédures collectives. 3^e ed. 2010-2011, avril 2011 ; 4^e ed. 2015-2016, juin 2015
- **Répertoire Dalloz commercial** : « *l'ouverture de la procédure collective. Conditions de fond* ». En cours de rédaction
- **Répertoire Dalloz commercial** : « *l'ouverture de la procédure collective. Conditions de procédure* ». En cours de rédaction
- **Répertoire Dalloz commercial** : « *Affacturage* », rédigé en collaboration avec Mme le Professeur R. Bonhomme,

Avocat général auprès de la Cour de cassation. Publié en 2007

- **Fascicule Jurisclasseur** procédures collectives « *Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire. La procédure de sauvegarde financière accélérée* », en cours de rédaction, publication prévue dec 2015
- **Fascicule Jurisclasseur** procédures collectives « *Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire. Fonctions du mandataire judiciaire* », publié en décembre 2012
- **Fascicule Jurisclasseur** procédures collectives « *Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire. Créanciers postérieurs* », publié en avril 2009
- **Fascicule Jurisclasseur** procédures collectives « *Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire. Statut du mandataire judiciaire* », publié en 2008
- **Responsable de l'étude « cautionnement » au Dictionnaire permanent entreprises en difficulté**, Editions législatives : En charge de la refonte de l'étude et de sa mise à jour mensuelle (actualisation jurisprudentielle et textuelles). Depuis 2013.
- **Direction du formulaire de procédure au Dictionnaire permanent entreprises en difficulté**, Editions législatives : En charge de la rédaction et la mise à jour régulière d'environ 200 formules de procédure destinées aux praticiens (avocats, mandataires judiciaires, administrateurs judiciaires, huissiers de justice, juges consulaires, magistrats). Depuis 2010.
- **Etudes à la Documentation Opérationnelle (Lexis Nexis)**, sur le thème du droit des entreprises en difficulté. Première publication en juillet 2007. Actualisé en 2010 et 2013 :

Etude « *Créanciers antérieurs au jugement d'ouverture de la procédure collective et créanciers assimilés* » ;

Etude « *Droit des propriétaires et des vendeurs de meubles pendant la période d'observation* » ;

Etude « *Plans de sauvegarde et de redressement* ».

- Chroniques d'actualité textuelle et jurisprudentielle

- **Depuis juin 2013 : Chronique Revue des procédures collectives, rubrique « liquidation judiciaire »**

Note sous cass. com. 28 janvier 2014, n° 12-27.901, RPC mai-juin 2015, p. 32

Note sous cass. com. 23 septembre 2014, n° 12-29.262, n° 13-15.437, RPC mai-juin 2015, p. 31

Note sous cass.com. 14 octobre 2014, n° 13-24.555, RPC mai-juin 2015, p. 30

Note sous cass. 2è civ., 6 juin 2013, n° 12-18.481, RPC janvier-février 2014, p. 57

Note sous cass. com. 9 juillet 2013, n° 12-21.062, RPC janvier-février 2014, p. 56

Note sous cass. com. 28 mai 2013, n° 12-14.049, RPC janvier-février 2014, p. 55

Note sous cass. com. 23 avril 2013, n° 12-16.035 et 2è civ. 28 juin 2012, n° 11-18.078, RPC juillet-août 2013, p. 45

Note sous cass. com. 12 mars 2013, n° 12-12.011, RPC juillet-août 2013, p. 46

Note sous cass. com. 20 mars 2013, n° 11-26.241, RPC juillet-août 2013, p. 47

- **Depuis mai 2010 : Chronique semestrielle, Revue Droit et Procédure, « cahier droit des entreprises en difficulté »** (Equipe de trois auteurs : P. Crocq, Pr. Paris 2 - Ph. Roussel Galle, Pr. Paris 5 - F. Reille, MCF, Perpignan), ed. EJT

Présentation de l'ordonnance du 12 mars 2014 portant réforme de la prévention des difficultés des entreprises et des procédures collectives, Dr. et proc. avril 2014, cah. Entr. en diff. p. 2 et s., spec : *Une liquidation judiciaire plus rapide*, p. 4 ; *Simplification de la déclaration des créances*, p. 9

Note sous cass. com. 4 juin 2013, n° 12-17.203, Dr. et proc. nov. 2013, cah. Entr. en diff. p. 21

Note sous cass. com. 23 avril 2013, n° 11-25.963, Dr. et proc. nov. 2013, cah. Entr. en diff. p. 20

Note sous cass. com. 18 juin 2013, n° 12-20.615, Dr. et proc. nov. 2013, cah. Entr. en diff. p. 19

Note sous cass. 2è, civ. 16 mai 2013, n° 12-16.216, Dr. et proc. nov. 2013, cah. Entr. en diff. p. 18

Note sous cass. com. 9 juillet 2013, n° 12-20.649, Dr. et proc. nov. 2013, cah. Entr. en diff. p. 18

Note sous cass. com. 22 mai 2013, n° 11-23.961, Dr. et proc. nov. 2013, cah. Entr. en diff. p. 17

Note sous cass. com. 18 juin 2013, n° 11-23.716, Dr. et proc. nov. 2013, cah. Entr. en diff. p. 16

Note sous cass. com. 8 janvier 2013, n° 11-22.796, Dr. et proc. Mai 2013, cah. Entr. en diff. p.8

Note sous cass. com. 19 février 2013, n° 12-13.662, Dr. et proc. Mai 2013, cah. Entr. en diff. p.9

Note sous cass. com. 30 octobre 2012, n° 11-22.386 et 26 mars 2013, n° 11-21.060, Dr. et proc. Mai 2013, cah. Entr. en diff p.6

Note sous cass. com. 2 octobre 2012, n° 11-22.387, Dr. et proc. Mai 2013, cah. Entr. en diff p.5

Note sous cass. com. 16 octobre 2012, n° 11-22.993, Dr. et proc. Mai 2013, cah. Entr. en diff p.4

Note sous cass. com. 27 mars 2012, n° 10-20.077, cass. com. 27 mars 2012, n° 11-13.536, cass. com. 19 juin 2012, n° 11-18.940 (3 arrêts) , dr et proc nov 2012, cah. Entr. en diff p. 22

Note sous cass. civ., 2è, 7 juin 2012, n° 11-18.426, dr et proc nov 2012, cah. Entr. en diff p. 20

Note sous cass. com. 19 septembre 2012, n° 10-21.858, dr et proc nov 2012, cah. Entr. en diff p. 16

Note sous cass. com. 11 avril 2012, n° 10-25.570 et 10-25.235 (2 arrêts), dr et proc nov 2012, cah. Entr. en diff p. 16

Note sous cass. com. QPC, 31 mai 2012, n° 12-40.022, dr et proc nov 2012, cah. Entr. en diff p. 15

Comm. Loi n° 2012-346 du 13 mars 2012, Dr. et proc. mai 2012, cah. Entr. en diff. p. 2

Comm. Décret n° 2011-1836 du 7 décembre 2011, Dr. et proc. mai 2012, cah. Entr. en diff. p. 3

Note sous cass. com. 31 janvier 2012, n° 10-25.693, Dr. et proc. mai 2012, cah. Entr. en diff. p. 4

Note sous cass. com. 21 février 2012, n° 10-30.077, Dr. et proc. mai 2012, cah. Entr. en diff. p. 7

Note sous cass. civ. 2è, 8 décembre 2011, n° 10-24.420, Dr. et proc. mai 2012, cah. Entr. en diff. p. 8

Note sous cass. com. 8 novembre 2011, n° 10-23.336, Dr. et proc. mai 2012, cah. Entr. en diff. p. 9

Note sous cass. com. 10 janvier 2012, n° 10-28.501, Dr. et proc. mai 2012, cah. Entr. en diff. p. 10

Comm. L. 2011-900 du 29 juillet 2011, Dr et proc. dec 2011, cah. Entr. en diff., p. 14

Note sous cass. com. 5 avril 2011, n° 10-30.232, Dr et proc. dec 2011, cah. Entr. en diff., p. 16

Note sous cass. com. 28 juin 2011, n° 10-15.482, Dr et proc. dec 2011, cah. Entr. en diff., p. 16

Note sous cass. com. 31 mai 2011, n° 10-10.472, Dr et proc. dec 2011, cah. Entr. en diff., p. 17

Note sous cass. com. 12 juillet 2011, n° 09-71.113, Dr et proc. dec 2011, cah. Entr. en diff., p. 18

Comm. Décret n° 2011-236 du 3 mars 2011, Dr et proc. mai 2011, cah. Entr. en diff., p. 4

Note sous cass. com. 1^{er} février 2011, n° 10-40.057 (QPC), Dr et proc. mai 2011, cah. Entr. en diff., p. 7

Note sous cass. com. 14 décembre 2010, n° 09-71.767, Dr et proc. mai 2011, cah. Entr. en diff., p. 9

Note sous cass. com. 15 mars 2011, n° 10-40.073 (QPC), Dr et proc. mai 2011, cah. Entr. en diff., p. 4

Comm. Loi n° 2010-1249 du 22 octobre 2010, Dr et proc. dec 2010, cah. Entr. en diff. p. 14

Note sous cass. com. 16 mars 2010, n° 09-13.578, Dr et proc. dec 2010, cah. Entr. en diff. p. 19

Note sous cass. com. 13 juillet 2010, n° 09-13.103, Dr et proc. dec 2010, cah. Entr. en diff. p. 19

Note sous cass. civ. 1ere 8 avril 2010, n° 09-12.824, Dr et proc. dec 2010, cah. Entr. en diff. p. 20

Note sous cass. soc. 16 juin 2010, n° 08-19.351, Dr et proc. dec 2010, cah. Entr. en diff. p. 22

Note sous cass. com. 26 mai 2010, n° 09-14.241, Dr et proc. dec 2010, cah. Entr. en diff. p. 23

Comm. Décret n° 2009-1661 du 28 décembre 2009, Dr et proc. mai 2010, cah. Entr. en diff. p. 2

Comm. Décret n° 2010-219 du 2 mars 2010, Dr et proc. mai 2010, cah. Entr. en diff. p. 3

Note sous cass. com. 9 février 2010, n° 09-10.925, Dr et proc. mai 2010, cah. Entr. en diff. p. 4

Note sous cass. com. 1^{er} décembre 2009, n°08-17.187, Dr et proc. mai 2010, cah. Entr. en diff. p. 6

Note sous cass. com. 15 décembre 2009, n° 08-21.906, Dr et proc. mai 2010, cah. Entr. en diff. p. 6

Note sous cass. com. 17 novembre 2009, n° 08-19.537, Dr et proc. mai 2010, cah. Entr. en diff. p. 7

Note sous cass. com. 12 janvier 2010, n° 09-12.133, Dr et proc. mai 2010, cah. Entr. en diff. p. 9

Note sous cass. com. 6 octobre 2009, n° 08-15.048, Dr et proc. mai 2010, cah. Entr. en diff. p. 10

Note sous cass. com. 2 mars 2010, n° 09-10.410, Dr et proc. mai 2010, cah. Entr. en diff. p. 10

Note sous cass. com. 15 décembre 2009, n° 08-21.235, Dr et proc. mai 2010, cah. Entr. en diff. p. 11

Note sous cass. com. 6 octobre 2009, n° 07-15.325, Dr et proc. mai 2010, cah. Entr. en diff. p. 11

Note sous cass. com. 3 novembre 2009, n° 07-14.993, Dr et proc. mai 2010, cah. Entr. en diff. p. 12

➤ **Depuis 2007 : Chronique trimestrielle, Gazette du palais, cahier droit des entreprises en difficulté, ed. Lextenso (équipe de 15 auteurs)**

Note sous cass. com. 8 avril 2015, n° 14-10.676, GP 19-21 juillet 2015, p. 14

Note sous cass. com. 31 janvier 2015, n° 13-27.868, GP 1er-5mai 2015, p. 19

Note sous cass. com. 27 janvier 2015, n° 13-24.619, GP 1er-5mai 2015, p. 18

Note sous cass. Com.16 septembre 2014, n 13-17.147, GP 18-20 janvier 2015, p. 14

Note sous T. com. Dunkerque, 11 mars 2014, n° 2014-001064, GP 18-20 janvier 2015, p. 17

Note sous cass. Com.16 septembre 2014, n 13-17.147, GP 18-20 janvier 2015, p. 14
Note sous cass. com. 27 mai 2014, n+ 12-29.787, GP 5-7 oct 2014, p. 29
Note sous cass. com. 8 juillet 2014, n° 12-26.703, GP 5-7 oct 2014, p. 27
Note sous cass. com. 29 avril 2014, n° 12-27.058, GP 5-7 oct 2014, p. 26
Note sous cass. com. 28 janvier 2014, n° 13-11.509, GP 29 juin-1^{er} juillet 2014, p. 21
Note sous cass. com. 19 novembre 2013, n° 12-25.290 et 12-29.197, GP 12-14 janvier 2014, p. 16
Note sous cass. com. 17 septembre 2013, n° 12-17.657, GP 12-14 janvier 2014, p. 17
Note sous cass. com. 1^{er} octobre 2013, n° 12-24.817, GP 12-14 janvier 2014, p. 18
Note sous cass. com. 5 novembre 2013, n° 12-21.799, GP 12-14 janvier 2014, p. 14
Note sous cass. com. 9 juillet 2013, n° 12-16.635, GP 29 sept-1^{er} oct 2013, p. 16
Note sous cass. com. 23 avril 2013, n° 12-18.453, GP 12-13 juillet 2013, p. 11
Note sous cass. com. 22 mai 2013, n° 12-18.509, GP 12-13 juillet 2013, p. 12
Note sous cass. com. 26 mars 2013, n° 12-14.809, GP 12-13 juillet 2013, p. 13
Note sous cass. com. 19 février 2013, n° 12-12.165, GP 4 mai 2013, p. 16
Note sous cass. com. 8 janvier 2013, n° 11-30.640, GP 4 mai 2013, p. 15
Note sous cass. com. 16 octobre 2012, n° 11-23.036, GP 17-18 janvier 2013, p. 19
Note sous cass. com. 2 octobre 2012, n° 11-23.731, GP 17-18 janvier 2013, p. 18
Note sous cass. com. 16 octobre 2012, n° 11-23.086, GP 18-19 janvier 2013, p. 17
Note sous cass. com. 10 juillet 2012, n° 11-18.973, GP 12-13 octobre 2012, p. 21
Note sous cass. 2^e, civ., 12 avril 2012, n° 11-10228, GP 3-4 août 2012, p. 22
Note sous cass. com. 31 janvier 2012, n° 09-71.906, GP 27-28 avril 2012, p. 13
Note sous cass. com. 6 décembre 2011, n° 10-24.885, GP 27-28 avril 2012, p. 14
Note sous cass. com. 7 février 2012, n° 10-26.626, GP 27-28 avril 2012, p. 14
Note sous cass. com. 22 novembre 2011, n° 10-25.389, GP 27-28 avril 2012, p. 15
Note sous cass. com. 13 septembre 2011, n° 10-24.536, GP 20-21 janvier 2012, p. 12
Note sous cass. com. 17 mai 2011, n° 10-30.425, GP 7-8 octobre 2011, p. 20
Note sous cass. com. 15 juin 2011, n° 10-23.113, GP 7-8 octobre 2011, p. 21
Note sous cass. com. 17 mai 2011, n° 10-13.460, GP 8-9 juillet 2011, p. 16
Note sous cass. com. 3 mai 2011, n° 10-14.806, GP 8-9 juillet 2011, p. 18
Note sous cass. com. 5 avril 2011, n° 10-16.496, GP 8-9 juillet 2011, p. 19
Note sous cass. com. 5 avril 2011, n° 10-16.705, GP 8-9 juillet 2011, p. 20
Note sous cass. com. 15 février 2011, n° 10-13.751, GP 1-2 avril 2011, p. 16
Note sous CA Paris 6 juillet 2010, RG n° 10/5415, GP 1-2 avril 2011, p. 17
Note sous cass. com. 21 septembre 2010, n° 09-69.109, GP 7-8 janvier 2011, p. 23
Note sous cass. com. 5 octobre 2010, n° 09-16.562, GP 7-8 janvier 2011, p. 24
Note sous cass. com. 16 novembre 2010, n° 09-71.278, GP 7-8 janvier 2011, p. 25
Note sous cass. com. 6 juillet 2010, n° 09-67.345, GP 16 octobre 2010, p. 23
Note sous cass. com. 9 février 2010 (3 arrêts, 08-15.191, 08-17.144, 08-17.670), GP 2-3 juillet 2010, p. 19
Note sous cass. com. 26 mai 2010, n° 09-10.178, GP 2-3 juillet 2010, p. 20
Note sous cass. com. 16 mars 2010, n° 09-12.539, GP 2-3 juillet 2010, p. 21
Note sous cass. com. 26 mai 2010, n° 09-66.615, GP 2-3 juillet 2010, p. 22
Note sous cass. com. 26 janvier 2010, n° 08-70.369, GP 16-17 avril 2010, p. 18
Note sous cass. com. 15 décembre 2009, n° 08-20.934, GP 16-17 avril 2010, p. 20
Note sous cass. com. 12 janvier 2010, n° 08-70.147, GP 16-17 avril 2010, p. 21
Note sous cass. com. 1^{er} décembre 2009, n° 08-12.054, GP 16-17 avril 2010, p. 22
Note sous cass. com. 20 octobre 2009, n° 08-18.321, GP 8-9 janvier 2010, p. 15
Note sous cass. com. 17 novembre 2009, n° 08-15.693, GP 8-9 janvier 2010, p. 16
Note sous cass. com. 17 novembre 2009, n° 08-21.246, GP 8-9 janvier 2010, p. 17
Note sous cass. civ. 2^e, 2 juillet 2009, n° 08-17.355, GP 1^{er}-3 novembre 2009, p. 3
Note sous cass. com. 30 juin 2009, n° 08-14.121, GP 1^{er}-3 novembre 2009, p. 3
Note sous cass. com. 16 juin 2009, n° 08-15.883, GP 1^{er}-3 novembre 2009, p. 4
Note sous cass. com. 30 juin 2009, n° 08-15.715, GP 1^{er}-3 novembre 2009, p. 5
Note sous cass. com. 30 juin 2009, n° 08-11.902, GP 1^{er}-3 novembre 2009, p. 6, 7 et 8
Note sous cass. com. 7 avril 2009, n° 07-16.061, GP 26-28 juillet 2009, p. 17
Note sous cass. com. 17 février 2009, n° 07-16.558, GP 26-28 avril 2009, p. 17
Note sous cass. com. 20 janvier 2009, n° 07-16.558, GP 26-28 avril 2009, p. 19

Note sous cass. com. 30 septembre 2008, n° 07-17.384, GP 21-22 janvier 2009, p. 26
Note sous cass. com. 12 novembre 2008, n° 07-19.298, GP 21-22 janvier 2009, p. 27
Note sous CA Paris 1er juillet 2008, RG n° 07/21512, GP 21-22 janvier 2009, p. 28
Note sous CA Caen, 24 janvier 2008, RG n° 06-2709 et 06-3281, GP 7-8 novembre 2008, p. 41
Note sous CA Chambéry, 18 décembre 2007, RG n° 07/01758, GP 7-8 novembre 2008, p. 42
Note sous cass. com. 14 mai 2008, n° 06-20.631, GP 27-29 juillet 2008, p. 28
Note sous cass. com. 11 mars 2008, n° 06-19.968, GP 27-29 juillet 2008, p. 29
Note sous cass. com. 3 juin 2008, n° 07-11.697, GP 27-29 juillet 2008, p. 30
Note sous cass. com. 8 janvier 2008, n° 07-10.468, GP 27-29 avril 2008, p. 13
Note sous cass. com. 9 janvier 2008, n° 06-21.499, GP 27-29 avril 2008, p. 20
Note sous cass. com. 30 octobre 2007, n° 06-14.672, GP 23-24 janvier 2008, p. 32
Note sous cass. com. 18 septembre 2007, n° 06-13.824, GP 23-24 janvier 2008, p. 42
Note sous cass. com. 16 octobre 2007, n° 06-16.713, GP 23-24 janvier 2008, p. 43
Note sous cass. com. 10 juillet 2007, n° 06-11.680, GP 26-27 octobre 2007, p. 38
Note sous cass. com. 3 juillet 2007, n° 05-21.030, GP 26-27 octobre 2007, p. 38
Note sous cass. com. 13 mars 2007, n° 05-15.833, GP 20-21 juillet 2007, p. 26
Note sous cass. com. 2 mai 2007, n° 06-12.378, GP 20-21 juillet 2007, p. 27

➤ **Depuis décembre 2010, Chronique semestrielle, Les Petites Affiches**, « panorama du droit des entreprises en difficulté », ed. Lextenso (équipe de 6 auteurs)

Note sous cass. com. 31 janvier 2012, n° 10-28.407, LPA 15 juin 2012, p. 16
Note sous cass. com. 6 décembre 2011, n° 10-25.689, LPA 15 juin 2012, p. 14
Note sous cass. com. 3 mai 2011, n° 10-16.758, LPA 3 janvier 2012, p. 5
Note sous cass. com. 16 novembre 2010, n° 09-71.935, LPA 29 avril 2011, p. 4
Note sous cass. com. 16 novembre 2010, n° 09-69.495, LPA 29 avril 2011, p. 9
Note sous cass. com. 21 septembre 2010, n° 09-69.435, LPA 20 décembre 2010, p. 11

➤ **Depuis 2011 : Chronique trimestrielle, Bulletin Joly entreprises en difficulté (BJE)**. Rubrique « sûretés personnelles » et « Contrats en cours : Bail commercial », ed. Lextenso

Compensation du dépôt de garantie avec des créances antérieures du bailleur sur fond de plan de cession, Note sous TGI Paris, 18è ch., 1^{er} section, 20 janvier 2015, BJE juillet-août 2015, p. 203

Marchés publics : date de naissance de la créance correspondant au solde de décompte général définitif, Note sous cass. com. 23 septembre 2014, n° 13-17.016, BJE janvier-février 2015, p. 32

Plan de sauvegarde en cours d'exécution : quelles poursuites contre le garant personne physique ?, BJE sept-oct 2014, p. 294

Les limites temporelles de l'action en extension : le choix d'une approche technique, cohérente et éclairante, Note sous CA Besançon, 2è ch. Com. 12 mars 2014, n° 13/02031, BJE juillet-août 2014, p. 231

Cotisation d'assurance chômage : créance inhérente à l'activité du débiteur, créance postérieure privilégiée, Note sous cass. com. 17 septembre 2013, n° 12-10.261, BJE nov-déc 2013, p. 379

Non éligibilité au traitement préférentiel d'une créance née de la mauvaise exécution d'un contrat par le débiteur, Note sous cass. com. 18 juin 2013, n° 12-18.420, BJE nov-déc 2013, p. 381

Traitement préférentiel appliqué à l'indemnité d'occupation due après renonciation du liquidateur au bail en cours, Note sous cass. com. 17 septembre 2013, n° 12-18.293, BJE nov-déc 2013, p. 374

Ouverture de l'action en extension au contrôleur, pour la défense de l'intérêt collectif des créanciers, note sous cass., avis 3 juin 2013, pourvoi n° 13-70.003, avis n° 15010, Gaz. Pal. 1^{er} octobre 2013, p. 7

Détermination de la date de résiliation des contrats en cours : une constance potentiellement dommageable pour les cautions, Note sous cass. com. 4 juin 2013, n° 12-17.792, BJE sept-oct. 2013, p. 280

Universalité du bénéfice de subrogation dans le monde des cautions, Note sous Cass. com. 9 avril 2013, n° 12.13.690, BJE juillet-août 2013, p. 231

Nantissement constitué sur le bien d'un tiers en garantie de la créance d'une caution et déclaration de créance, note sous cass. com. 5 février 2013, n° 11-24.587, BJE mai-juin 2013, p. 159

Fait générateur de la créance d'indemnité pour livraison non conforme, note sous cass. com. 2 octobre 2012, n° 10-25.633, BJE nov-déc. 2012, p. 360

Exception d'inexécution et obligation de déclaration de créance, note sous cass. com. 17 mai 2011, n° 10-15.518, BJE nov-déc. 2011, p. 321

- **Commentaires hors chroniques et articles**

- « L'attraction du patrimoine de l'associé par la confusion des patrimoines », in « Le patrimoine de la personne physique à l'épreuve des procédures collectives, quels nouveaux enjeux ? », actes du Colloque organisé par la FNDE, Montpellier 29 mai 2015, à paraître Litec, bibl. droit de l'entreprise
- « Résiliation de plein droit des contrats en cours : des précisions bienvenues », Act. Proc. Coll. avril 2015, p. 1
- « Le sort des créanciers : plus de droits et une meilleure sécurité juridique » in « Le nouveau droit des entreprises en difficulté, version 2014 », Cah. Dr. Entr. Janvier-février 2015, n° 5, p. 42
- « Entreprise en difficulté et marché public : l'entente plus qu'imparfaite », Rev. proc. coll. mai-juin 2014, p.3 et act. Proc. coll. mai 2014, p. 1 (double publication)
- « La responsabilité du franchiseur dans le cadre de la procédure collective du franchiseé », AJ contrats d'affaire mai 2014, p. 65
- « Ouverture des procédures collectives (ordonnance du 12 mars 2014) », Dict. prem. Diff. entr., Bull. spécial, n° 358-1 Réforme du droit des entreprises en difficulté, avril 2014, p. 6
- « La prévention : anticiper les solutions (ordonnance du 12 mars 2014) », Dict. prem. Diff. entr., Bull. spécial, n° 358-1 Réforme du droit des entreprises en difficulté, avril 2014, p. 4
- « Une nouvelle procédure qui n'en est pas une : le rétablissement professionnel », RPC mars-avril 2014, dossier n° 22 p. 61
- « La sauvegarde accélérée issue de l'ordonnance du 12 mars 2014 », Gaz. Pal. 6-8 avril 2014, p. 10
- Commentaire sous cass. com. 13 novembre 2013, n° 12-28.572 et 13-11.921 (*Liquidation judiciaire – dessaisissement du débiteur – recours – droit propre (non) – régularisation*), Droit et procédure février 2014, p. 38
- Ouverture de l'action en extension aux contrôleurs, pour la défense de l'intérêt collectif des créanciers, note sous cass. avis, 3 juin 2013, Gaz. Pal. 29 sept-1^{er} oct. 2013, p. 7
- « Confusion des patrimoines, autorité de la chose jugée et compensation », Gaz. Pal. 4 mai 2013, p. 5
- Commentaire sous cass. com. 25 septembre 2012, Droit et procédure décembre 2012 (*Cession de parts sociales d'une SNC : prescription et qualité pour agir dans un contexte de liquidation judiciaire*), p. 8
- « QPC sur l'extension de procédure collective », Bull. Joly Sociétés déc. 2012, p. 825
- Commentaire sous cass. com. 22 mai 2012, n° 11-12.132 (*Omission de convocation du dirigeant poursuivi en comblement du passif social : fin de non recevoir*), Droit et procédure octobre 2012, p. 233
- « La constitutionnalité de l'article L. 624-6 du code de commerce était soluble dans les présomptions », Droit et procédure Avril 2012, p. 96
- « La neutralisation du statut de l'EIRL » (co-rédaction avec le Pr. F. Pérochon), Cah. Dr. entr. mai-juin 2011, p. 49
- « Résistance de la déclaration d'insaisissabilité à la liquidation judiciaire du déclarant », LPA 23 novembre 2011, p. 8
- « Conditions d'ouverture de la procédure de sauvegarde : la défense de la raison dans une affaire de cœur », Gaz. Pal. 1^{er}-2 avril 2011, p. 7
- « Action en nullité de la période suspecte et prescription », Act. Proc. coll. 26 nov. 2010, p. 1
- « Réalisation des actifs mobiliers du débiteur en liquidation judiciaire : confirmation de la date de perfection de la vente de gré à gré », LEDEN novembre 2010, p. 3
- « Echappatoire du créancier forclos : éclairage d'une construction prétorienne en sursis », Bull. Joly Sociétés, mars 2010, p. 259, § 59
- « Les retouches apportées au sort des créanciers postérieurs élus », Gaz. Pal. 7 mars 2009, p. 38
- « Quelques aspects de l'extension de procédure collective pour fictivité ou confusion des patrimoines après l'entrée en vigueur de la loi de sauvegarde des entreprises en difficulté », Bull. Joly Sociétés janvier 2009, p. 48, § 12
- « La finalité de l'action en établissement de la fictivité d'une société à l'épreuve de l'ouverture d'une procédure collective », Bulletin Joly Sociétés, juillet 2008, p. 615, § 133